

## Manif de policiers contre le tribunal d'Evry : une mère de flic en colère nous parle

Fait rarissime, témoignant des extrêmes tensions entre policiers et magistrats dans ce tribunal, plusieurs centaines de gardiens de la paix en civil venus de différents départements ont manifesté jeudi devant le tribunal d'Evry pour dénoncer le laxisme du parquet.

Comme pour le tribunal de Bobigny en Seine-saint-Denis, les policiers dénoncent la politique du parquet contre eux et en faveur des voyous : agressions et violences contre des policiers classées « sans suite », fonctionnaires de police mis en cause par les procureurs lors d'audience du tribunal ou placés en garde à vue après des altercations malgré l'absence de plaintes contre eux... La parole des policiers assermentés est systématiquement mise en doute face à celle des délinquants.

Visages fermés, emmitoufflés dans de grosses parkas sous le blizzard mordant de l'Île-de-France, sous l'étroite surveillance des CRS, les gardiens de la paix de l'Essonne n'en peuvent plus.

« Chaque fois qu'il y a des interpellations et que l'individu dit qu'il a été victime de violences, notre parole est mise en doute même quand il y a un certificat médical négatif qui indique le contraire », témoigne Loïc, un jeune gardien qui dénonce clairement « **un acharnement du parquet** ». « On ne peut pas travailler sereinement parce que l'on a un sentiment d'impunité des individus qu'on interpelle. »

Le représentant syndical d'Unité SGP-FO cite comme exemple un récent contrôle d'identité qui s'était soldé par des « outrages, des propos racistes et des menaces » : « le substitut a décidé que dans un but d'apaisement, elle s'en remettait au président du tribunal pour décider d'une éventuelle condamnation, s'abstenant de toute réquisition ». Tandis que le procureur de la république accusé de zèle anti-flic, Marie-Suzanne Le Quéau, « demande des confrontations systématiques pour les outrages », confirme le syndicat : « Notre parole est mise en doute par des délinquants. »

Pour soutenir son fils et ses collègues, une mère de policier en colère, Catherine L., manifestait elle aussi devant le tribunal d'Evry. Nous l'avons interviewée pour *Présent*. Elle n'est pas tenue au devoir de réserve et nous a dit

tout haut ce que les policiers pensent de moins en moins bas. – C.P.

— *Pourquoi soutenez-vous votre fils aujourd'hui devant le tribunal d'Evry ?*

— Je suis mère de policier, je connais bien et je reçois régulièrement les collègues et amis de mon fils, j'entends leur désarroi. Ce sont des hommes et des femmes qui croient à leur métier mais qui sont en train de perdre la foi dans ce qu'ils font. C'est quelque chose de très grave. Ces jeunes policiers prennent de plus en plus de risques sur le terrain, ils sont confrontés à des agressions de plus en plus violentes. Physiques, verbales, morales. Avez-vous idée de ce qu'est leur quotidien ?

D'un côté les voyous de cité, les délinquants, les dealers qui les harcèlent : « *Fils de pute, va niquer ta mère.* » De l'autre, les citoyens qui en ont marre d'être agressés, volés, de subir la loi des bandes et des trafiquants. Ils demandent à la police d'intervenir. Mais chaque fois qu'elle intervient, elle est désavouée, les policiers ne sont pas soutenus.

— *Par qui ne sont-ils pas soutenus ?*

— Par leur hiérarchie d'abord, qui s'en lave les mains au moindre problème. Une radio cassée ou perdue lors d'une intervention dangereuse et c'est un avertissement ou un blâme pour le policier. Le cas est arrivé récemment. Et surtout ne pas faire de vague sinon on se fait taper sur les doigts. Comment ne pas faire de vague dans une situation comme celle de nos banlieues et de certains quartiers ? Moralement c'est très dur. Je ne m'étonne pas du nombre de suicides parmi les policiers. C'est dur matériellement aussi. On envoie nos fils au casse-pipe avec des voitures de fonction détériorées et un matériel minable par faute de moyens. Ils sont trahis par la justice, aussi, bien sûr c'est pour cela que les policiers manifestent aujourd'hui devant le tribunal d'Evry. « On n'a même pas fini de taper les procédures, me dit mon fils, que les interpellés sont déjà dans la rue à nous faire un doigt d'honneur, relâchés par le tribunal. »

— *Que reprochez-vous exactement aux magistrats d'Evry ?*

— Leur laxisme vis-à-vis des voyous. Leur parti pris anti-flic. C'est le cas du procureur. Tout le monde vous parlera d'elle ici. Pour elle la parole d'un voyou vaut plus que celle d'un flic. Les policiers ont toujours tort et elle ne peut pas les blâmer. Récemment lors d'une arrestation mouvementée, un délinquant avait été maîtrisé de façon musclée. Il n'avait pas porté plainte lui-même parce qu'il estimait qu'il s'était battu avec les policiers. C'est le procureur lui-même qui a choisi d'entamer les poursuites alors que l'interpellé ne demandait rien ! Les policiers sont démotivés, ils me le disent, ils baissent les bras et cela, ce n'est bon pour personne, sauf pour les délinquants.

— *Vous avez décidé de passer à l'action vous-même, je crois ?*

---

— Oui. Puisque nos enfants n'ont le droit de ne rien dire, j'ai décidé de monter une association de parents de policiers. Nous parlerons et nous dénoncerons les conditions dans lesquelles ils travaillent aujourd'hui. Nous allons faire entendre notre voix. Des parents de policiers qui défendent les policiers c'est un peu le monde à l'envers, c'est vrai, mais toute la situation elle-même marche à l'envers, croyez-moi, et pas sur le bon chemin ni dans l'intérêt et le bon droit des simples citoyens, de l'ordre et de la sécurité.

***Propos recueillis par Caroline Parmentier***

[Article extrait du n° 7538 de Présent du Samedi 11 février 2012](#)